

Ils s'inquiètent de l'avenir des Finances publiques et le font savoir

Forte mobilisation hier matin à la cité administrative d'Avignon pour "sauver le service public"

Vent de colère et surtout d'inquiétude pour le service public, hier matin, devant le centre des Finances publiques d'Avignon.

Répondant à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO et Solidaire de nombreux agents, contrôleurs, inspecteurs et cadres supérieurs clamaient leur désaccord avec les mesures que prend l'État quant au nouveau fonctionnement de leur institution. "Le nombre de perceptions se réduit comme peau de chagrin. Au fil des années, certaines d'entre elles disparaissent et sont regroupées, avant tout, au détriment des usagers", explique Catherine Locret, secrétaire départementale FO. Et d'énumérer les fermetures : "En 2015 Pernes a rejoint Montoux, en 2016, Cadenet a rallié Pertuis. Au 1^{er} janvier 2017, c'est Gordes qui fusionnera avec Apt..."

Outre la disparition de ces antennes, les fonctionnaires s'inquiètent du non-renouvellement de postes et de la proximité avec les usagers. "Les services en ligne ne remplacent pas le contact humain, le conseil. Avec ce système, ce sont près de 20 postes qui disparaissent par an dans le département. Nous étions 950 voici 10 ans, nous ne sommes plus que 750 à ce jour. Et ce n'est



Fermetures de perceptions, non-renouvellement de postes, prélèvement de l'impôt à la source, manque de considération du contribuable... les syndicats ne décolèrent pas. / PHOTO JÉRÔME REY

pas fini. D'ailleurs, au train où vont les choses, ce sera la fin de l'accueil libre que nous connaissons encore aujourd'hui."

Des choix qui, selon les syndicats, mettent à mal "l'égalité du

traitement social et fiscal en fonction de l'endroit où l'on réside."

Autre motif de colère : le prélèvement de l'impôt à la source. Selon les syndicats, ce systè-

me de recouvrement ne peut, en l'état actuel, fonctionner. "L'impôt sur le revenu est actuellement recouvré réellement à 99% par l'administration fiscale. Un prélèvement à la source

36 % de grévistes

La mobilisation d'hier a compté 36,04% de grévistes dans le Vaucluse. 5 structures étaient fermées sur les 39 du département. Les syndicats se satisfaisaient de voir la participation de cadres supérieurs (19 sur 52) au mouvement. Coté inspecteurs, 28 ont débrayé sur 109, idem pour 95 contrôleurs sur 269 et 80 agents administratifs sur 186.

serait un facteur de risque pour les rentrées budgétaires car les collecteurs pourraient être défaillants (fraude, faillites, rétention de trésorerie...) De plus ce système conduirait à "la perte de la maîtrise des versements d'impôt des contribuables." Quant à se dire qu'il ne faudra plus remplir de déclaration d'impôt, c'est une erreur. "Comment voulez-vous que soit prise en compte l'évolution par exemple d'une situation familiale, des revenus non salariaux, les crédits d'impôts... Il n'y aura aucune simplification pour le contribuable de moins en moins considéré."

P.Mn.